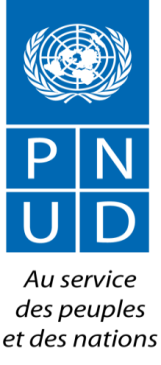
**Programme des Nations Unies pour le Développement**



|  |
| --- |
| **TERMES DE REFERENCE**  **Recrutement d’un cabinet pour réaliser l’enquête finale de perception du projet « Renforcement de la confrérie des Donzo pour la protection de l’environnement et la cohésion sociale en Haute Guinée »** |

|  |
| --- |
| **I. Information sur l’appel d’offre** |
| Intitulé du Service attendu : Recrutement d’un cabinet pour réaliser l’enquête finale de perception du projet *« Renforcement de la confrérie des Donso pour la protection de l’environnement et la cohésion sociale en Haute Guinée »*  Nombre de postes : 1  Niveau du (des) Poste (s) ou Prestation (Local ou International) : National    Nature de la consultation (Support/ Substance) : Substance  Type de contrat : Contrat de service professionnel  Type d’affectation (Home based ou sur site) : Sur site  Lieu d'affectation : Conakry avec des missions dans la zone du projet  Durée de la mission : 30 jours ouvrables ?  Délai de soumission des offres : 15 avril 2022  Date estimative de démarrage de la mission : 02 Mai 2022 |

|  |
| --- |
| **II. Contexte et Objectif** |
| *Contexte et objectifs du projet*  Dans le but de contribuer à la règlementation de la confrérie des chasseurs traditionnels en vue d’assurer la protection de l’environnement, la sécurité communautaire et jouer un rôle de veille et d’alerte, en étroite coordination avec les services de sécurité (FDS). ACORD a bénéficié, en Juin 2020, d’un financement du Secrétariat du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) pour la mise en œuvre du projet intitulé « Renforcement de la confrérie des Donso pour la protection de l’environnement et la cohésion sociale en Haute Guinée ».  Sous le leadership du ministère de l’Environnement, Eaux et Forêts, la mise en œuvre de ce projet, d’une durée de 24 mois (Juin 2020 – Mai 2022), contribuera à la protection de l’environnement, la cohésion sociale et à la sécurité communautaire à travers la réorganisation sociale et la règlementation de la confrérie des chasseurs traditionnels (Donzo) et l’appui à leur rôle de veille et d’alerte précoce afin de prévenir les conflits potentiels dans la zone du projet en haute Guinée.  En effet, le projet se focalise sur le rôle de la confrérie des Donzos dans la sécurité communautaire, la cohésion sociale et la protection environnementale à travers la réorganisation sociale et une règlementation plus claire et transparente de la confrérie des Donzos et un renforcement de leurs connaissances et capacités dans les domaines de protection de l’environnement, sécurité communautaire, veille et alerte communautaire, en étroite collaboration avec les communautés, les services de sécurité et les autres entités sociales.  En plus, le projet vise à transformer les dynamiques genres et à renforcer la masculinité positive pour contribuer à l’amélioration de la place des femmes dans les communautés. Il s’articule autour de trois résultats à savoir :  **Résultat 1** : La cohésion sociale est renforcée entre les membres des différentes communautés ciblées par le projet en Haute Guinée.  **Résultat 2** : La sécurité communautaire des femmes et hommes dans les localités cibles du projet en Haute Guinée est améliorée  **Résultat 3** : Les risques liés à la dégradation environnementale sont réduits dans les localités cibles.  En effet la clôture opérationnelle du projet est prévue en mai 2022 et sera marquée par une évaluation finale devant utiliser les données de base (réalisée en début du projet) et finales du projet afin de faciliter l’analyse les résultats acquis par le projet. Dans cette perspective, l’étude finale permettra de manière générale de renseigner la situation finale des indicateurs du projet, objet des présents termes de référence.  ***Objectifs de l’étude ;***  Cette étude vise à collecter des données finales (quantitatives et qualitatives) pour mesurer les progrès réalisés et les changements concrets obtenus par le projet.  De manière spécifique il s’agit de :   * Collecter les données sur les différents indicateurs du projet afin de renseigner la situation finale dans le tableau des indicateurs (par sexe et par catégories d’âge). * Recueillir la perception des communautés sur la cohésion sociale, le rôle des Donsos, la préservation de l’environnement et la sécurité communautaire.   ***Utilisateurs et usage de l’étude***  L’étude finale sera utilisée par l’ensemble des partenaires du projet et plus particulièrement par le secrétariat du PBF, l’équipe de mise en œuvre du projet et par l’évaluateur final qui disposera des données de cette étude de perception lui permettant d’apprécier le niveau d’atteinte des résultats.  ***Portée/champ de l’étude***  L’étude sera réalisée en Haute Guinée dans les préfectures couvertes par le projet que sont : Kouroussa, Siguiri et Mandiana. Les différents acteurs et groupes de bénéficiaires directs et indirects du projet seront enquêtés sur leurs perceptions par rapport aux différents indicateurs du projet. La durée maximale de cette étude sera de 30 jours ouvrable. |
| **III. Résultats attendus** |
| Les résultats attendus comprennent :   * Une méthodologie inclusive permettant de collecter et d’analyser des données quantitatives, qualitatives et de recueillir les perceptions des institutions et communautés bénéficiaires par rapport aux différents indicateurs du projet, est développée et mise en œuvre ; * Un rapport provisoire détaillé analysant les données sur les perceptions et les indicateurs est élaboré * Un atelier de restitution des résultats de l’étude est organisé ; * Le cadre logique du projet est complété à la lueur des enquêtes conduites sur le terrain et des données collectées * Le rapport final de l’étude est validé par les partenaires de mise en œuvre du projet. |
| **IV. Fonctions/responsabilités/Tâches** |
| Le Cabinet conduira l’étude finale de perception en vue de renseigner la situation finale des indicateurs du projet. Plus spécifiquement, il assurera la collecte, l’analyse des données et les perceptions des communautés et renseignera la situation finale dans le tableau des indicateurs. Le Cabinet produira la note méthodologique de l’étude qui sera validée par les acteurs clés de mise en œuvre du projet, lors de la réunion de cadrage. Après cette réunion et à la suite de la réalisation de l’étude, un rapport provisoire sera élaboré et soumis aux commanditaires pour ses inputs qui seront pris en compte dans le rapport final. Ensuit le cabinet organisera l’atelier de restitution des résultats.  Les résultats de l’étude seront présentés sous format Powerpoint et Word par le Cabinet à l’ensemble des parties prenantes qui les valideront. Le Cabinet devra ensuite produire un rapport détaillé de l’étude. Le Consultant principal devra participer à toutes les rencontres organisées autour de cette étude et ne devra en aucun cas se faire représenter par son suppléant. Le Cabinet devra lui-même organiser sa logistique sur le terrain. Pour les réunions de restitution, la salle de réunion du Secrétariat du Fonds de Consolidation pour la Paix, ou de l’ONG ACORD sera mise à la disposition du Cabinet.  L’ONG ACORD Guinée, le Fonds de Consolidation pour la Paix, les ministères impliqués, et les autres partenaires mettront à disposition du cabinet les documents clefs du projet et autres documents pouvant faciliter le bon déroulement de l’étude et serviront de trait d’union entre celui-ci et les autorités locales et administratives d’une part et les cibles de l’autre part. Ils vont également : approuver la proposition méthodologique ; le calendrier et assurer le financement selon les modalités qui seront arrêtées dans le contrat. |
| **V. Méthodologie indicative** |
| **Principes et approches de l’étude**  Le Cabinet devra se conformer aux principes d’éthique en matière d’évaluation édictés par le Groupe des Nations Unies pour l’Evaluation. L’étude devra intégrer des approches sensibles aux conflits, au genre et aux droits de l’homme. Elle doit être menée de façon participative en incluant les différentes parties prenantes du projet.  **Méthodologie**  ***Sources d’informations / Outils de collecte des données***  Le Cabinet devra proposer dans son offre technique les sources d’informations à utiliser et les différents outils de collecte de données adaptés à chaque répondant. Les outils proposés par le Cabinet seront validés par l’équipe technique du projet et testés par le Cabinet avant toute collecte de données sur le terrain.  ***Revue de la littérature et des données existantes***  L’ONG ACORD Guinée, le Fonds de Consolidation pour la Paix et les ministères impliqués mettront à la disposition du Cabinet les documents nécessaires pour l’étude dont le rapport de l’étude de base du projet. En outre, le Cabinet devra collecter d’autres données secondaires auprès des partenaires en vue de faire la triangulation des informations.  ***Méthode d’échantillonnage***  Dans son offre technique, le Cabinet devra proposer une méthode d’échantillonnage détaillée.  ***Méthode d’analyse des données qualitatives et quantitative****s*  Le Cabinet devra détailler dans son offre technique les procédures à utiliser pour l’analyse des données qualitatives et quantitatives recueillies sur le terrain.  ***Confidentialité***  Les données recueillies au niveau desbénéficiaires et les documents de l’étude devront être traitées avec confidentialité. |
| **VI. Livrables** |
| 1. Un rapport de démarrage, incluant le cadre méthodologique (méthodologie de l’étude, techniques, outils de collecte et échantillonnage), liste des partenaires/ bénéficiaires/ personnes ressources à enquêter, et un chronogramme détaillé (20 pages maximum) ; 2. Un rapport provisoire de l’étude de perception finale (rapport intérimaire) comprenant l’analyse des perceptions des principales parties prenantes et le cadre de résultat renseigné par les données de la situation finale des indicateurs ; 3. Une présentation power point des conclusions du rapport provisoire d’étude finale qui sera faite lors d’un atelier de partage ; 4. Le rapport final de l’étude de perception finale incluant les observations des parties prenantes (50 pages maximum).   Le rapport final doit être présenté sous forme numérique (en Word) de 50 pages maximum et imprimé (document papier accompagné des annexes). Le rapport sera rendu en 3 exemplaires un original et deux copies ? |

|  |
| --- |
| **VII. Durée de la mission et Chronogramme** |
| La durée maximale de cette étude sera de 30 jours ouvrable |

|  |
| --- |
| **VIII. Qualification du cabinet** |
| Le Cabinet devra disposer des compétences suivantes :   * Expérience d’étude sur des projets dans le domaine de la consolidation de la paix, de développement, de gestion des ressources naturelles et environnementales * Expérience dans la réalisation d’études de référence et/ou finale, de perception des projets; * Très bonne connaissance et expérience avérée des méthodes de recherche qualitatives et quantitatives et de suivi-évaluation des projets de développement ; * Parfaite maîtrise d’au moins un logiciel d’analyse statistique des données ; * Expérience antérieure avec le Fonds de Consolidation de la Paix en Guinée ou dans la sous-région dans le domaine de la consolidation de la paix serait un atout. |

|  |  |
| --- | --- |
| **IX. Qualifications requises des experts (Consultants)** | |
| Education: | Au moins Maîtrise en Sciences sociales, Sciences environnementales, Statistiques, Suivi et Evaluation |
| Experience: | Cinq ans d’expérience dans des projets de développement, de gestion des ressources naturelles et environnementales et/ou dans le domaine de la consolidation de la paix;  Expériences en matière de collecte et analyses de données et cycle de préparation, mise en œuvre et suivi-évaluation de projets de développement  Expérience dans la réalisation d’études de référence et/ou finale, de perception des projets |
| Langues requises : | L'anglais et le français sont les langues de travail du Secrétariat de l'ONU. Pour ce service, la maîtrise du français oral et écrit est requise. La bonne connaissance des langues locales de la Haute Guinée serait essentielle. |

|  |  |
| --- | --- |
| **X. Les critères d’évaluation** | |
| Eligibilité pour l’évaluation technique   * Le soumissionnaire est une entité enregistrée légalement ; * Le soumissionnaire n’est pas suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ; * Le soumissionnaire n’a jamais été au centre d’un conflit d’intérêts conformément aux règles et procédures des nations unies ; * Aucune faillite déclarée, aucune implication dans une faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et aucun jugement ni action légale en cours contre le soumissionnaire qui pourrait nuire à ses opérations dans un futur proche ; * L’inexécution d’un contrat n’a pas découlé d’une faute de la part du contractant au cours des 3 dernières années ; * Aucun antécédent de décisions du tribunal ou de décisions arbitrales contre le soumissionnaire ; * Le soumissionnaire doit montrer la solidité actuelle de sa situation financière. * Le soumissionnaire et le consultant principal ne devraient pas avoir fait ou participé à l’étude de base du présent projet   Le contractant travaillera sous la supervision du secrétariat du PBF appuyé par la coordination de l’ONG ACORD.  L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants : |  |
| **Evaluation technique** | **Points** |
| **Expérience générale du Cabinet** : Projets dans le domaine de la consolidation de la paix, de développement, de gestion des ressources naturelles et environnementales ;  **Expérience spécifique du Cabinet** : réalisation d’études de référence et/ou finale, de perception, d’évaluation des projets de développement/de consolidation de la paix ; | 30 |
| Qualifications académiques des consultants dans les domaines recherchés | 15 |
| Expériences des consultants dans les domaines recherchés | 15 |
| Compréhension de la mission, pertinence de l’approche méthodologique et planning de mise en œuvre proposés | 40 |
| **Total note technique** | **100** |
| Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront au moins 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.  Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.  Le marché ou le contrat sera attribué aux consultants/cabinet suivant les deux (02) options ci-après :   1. Au Cabinet techniquement qualifié ayant présenté l’offre financière la plus basse parmi les cabinets techniquement qualifiés ; Applicables pour les services de support ou de nature relativement simple suivant les exigences des TDRs ; 2. Au Cabinet ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%). Applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs;   *Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière le moins* disant) */Offre financière de A] x 30.*    **N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l’option la plus adaptée en fonction de leurs besoins.** | |

|  |
| --- |
| **XI. Jalons de paiement** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables** | **Délai** | **%** |
| 1ère Tranche : Rapport de démarrage | Une semaine à partir de la signature du contrat | 20% |
| 2ème Tranche : Rapport provisoire de l’étude de perception finale (rapport intérimaire) et présentation du rapport | Trois semaines à partir de la validation du rapport de démarrage | 40% |
| 3ème Tranche : Rapport final incluant les observations des parties prenantes | Une semaine après la validation du rapport provisoire | 40% |
| **TOTAL** |  | **100%** |

|  |
| --- |
| **XII. Soumission** |
| Les cabinets intéressés peuvent soumettre une proposition technique et une proposition financière en Français.  La proposition technique doit contenir au minimum :   * Une lettre de motivation assortie de la compréhension de la mission, des travaux similaires effectués par le Cabinet et/ou les membres de son équipe, en lien avec la mission ; * Les commentaires et suggestions sur les Termes de référence ; * Une Note Méthodologique assortie d’un plan d’exécution de la mission, avec des dates de début et de fin d’intervention pour chaque membre de l’équipe ainsi que le délai indicatif pour toutes les tâches et les livrables (5-10 pages) ; * Les dossiers juridiques et administratifs de présentation du Cabinet ; * La présentation de l'équipe chargée de la réalisation de la mission et les CV de ses membres ; |
| La proposition financière doit être présentée conformément au tableau ci-dessous :   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | | No | Rubriques | Quantité | Prix unitaire | Coût total | | 1 | Honoraires |  |  |  | | 2 | Indemnités journalières (si applicable) |  |  |  | | 3 | Logistique (si applicable) |  |  |  | | 4 | Toutes autres dépenses pertinentes (si applicable) |  |  |  | | 5 | Total |  |  |  | |